



CSA DU 07 AVRIL 2023

DECLARATION LIMINAIRE

Malgré la motion de censure rejetée par l'Assemblée nationale à 9 voix près, une majorité de citoyen·nes continue à contester une loi passée en force, sans majorité à l'Assemblée nationale. Le passage par le 49-3 est un déni de démocratie qui laissera des traces.

Les mobilisations, depuis le 19 janvier, ont montré la détermination des salarié·es à continuer à s'opposer à cette réforme injuste. Pour la FSU, la mobilisation doit se poursuivre. Elle mettra tout en œuvre dans le cadre de l'intersyndicale pour faire obstacle à la réforme.

Depuis plus de deux mois, la contestation s'amplifie, elle est d'une ampleur inédite depuis 50 ans. Le gouvernement doit retirer cette loi injuste. Le recul de l'âge de départ à la retraite, l'augmentation du nombre d'annuités ne sont pas une fatalité. D'autres financements sont possibles, en augmentant l'ensemble des salaires, en réduisant le chômage, en rendant effective l'égalité salariale femmes/hommes, en taxant le capital, en augmentant les cotisations des plus aisé·es...

Cette mobilisation cristallise aussi le mécontentement autour de la question des salaires, des problématiques liées au pouvoir d'achat et à l'inflation ainsi qu'à des questions plus globales liées aux conditions de travail fortement dégradées ces dernières années.

Dans le champ de l'éducation, loin de répondre à l'ensemble de ces préoccupations, les ministres continuent à mettre en œuvre des politiques qui ont pourtant largement montré leurs limites. Le « pacte » proposé aux enseignant·es des 1er et 2nd degré, volontairement articulé aux annonces sur le collège, est contraire à la nécessaire revalorisation sans condition des personnels. Le « contrat » proposé dans une logique du « travailler plus pour gagner plus » désorganiserait les équipes, et renforcerait – entre autres – les inégalités femmes/hommes.

L'exemple du dispositif d'évaluation des écoles et des EPLE constitue une marche supplémentaire dans la généralisation du « tout évaluation » dans l'Éducation nationale, dont l'objectif n'est autre qu'un contrôle plus strict des personnels avec en ligne de mire la rémunération au pseudo « mérite ».

La FSU a alerté le ministère sur le risque que les équipes se voient dorénavant imposer leurs axes de travail par les conclusions du rapport d'évaluation.

Il est urgent de sortir de la logique du « tout évaluation » pour reconstruire des collectifs de travail abîmés par l'autoritarisme ministériel, en leur redonnant du temps pour travailler ensemble et se former.

Rien n'est à la hauteur dans la politique éducative du gouvernement. En contradiction avec l'ensemble des acteurs de l'éducation, le ministère entend profiter de la petite baisse démographique pour continuer à supprimer des postes. Les mesures de carte scolaires sont nombreuses dans notre académie et encore n'y en a-t-il pas eu en Technologie...malgré la perte d'une heure en 6ème. C'est un mystère que nous essaierons d'éclaircir lors de ce CSA en sachant que les suppressions de postes qui n'ont pas eu lieu cette année seront prononcées l'année prochaine.

Pour nous, il faudrait recruter massivement pour permettre une réduction forte des effectifs en classe et ainsi améliorer les conditions de travail des agents et d'études des élèves.

Pour la FSU, il y a urgence à proposer des solutions qui sont en rupture totale avec les orientations de ces dernières années, notamment en confortant l'emploi statutaire et le recrutement sur concours, en rattrapant sans contreparties les pertes de salaires, en mettant en place de réels pré-recrutements et en améliorant la formation et l'entrée dans les métiers de l'éducation.

Le ministère de l'Éducation nationale envisage de supprimer deux semaines de cours en Seconde pour le SNU et de lui consacrer jusqu'à deux milliards par an. La FSU exige l'abandon du SNU. Les jeunes ont besoin d'école, pas d'un dispositif de domestication qui dévoie la culture et les coutumes militaires comme le lever de drapeau, l'uniforme, la marseillaise quotidienne au profit d'un projet politique qui vise une fois de plus à affaiblir l'Éducation nationale.

La FSU continue également de réclamer, comme depuis plusieurs années, la fin de la destruction du service public de santé scolaire. Il devient urgent d'avoir un plan ambitieux de recrutement d'infirmiers·ères scolaires et de PsyEN à la hauteur des besoins.

Pour terminer, la FSU rappelle qu'elle reste fermement opposée au projet gouvernemental de réforme des retraites. Elle appelle, avec l'intersyndicale, à poursuivre la mobilisation et ce, notamment, en se mettant en grève et en manifestant le jeudi 13 avril

.